

P9 - La petite fille invisible  
P10 - Irresponsabilité sociale  
et environnementale  
P11 - Sondage

P2 - En avant la Mujica !  
P4 - La Commission confie le poulailler aux renards  
P6 - Le développement marchandé à Bali  
P8 - Quelle stratégie pour le Front de Gauche aux  
municipales : catenaccio ou football champagne ?

## La Grèce n'émerge pas de la crise

Aserait-elle devenue un pays émergent ? C'est un fait acquis pour les nombreux médias qui relaient l'annonce faite par la banque Morgan Stanley de classer dans son indice MSCI la Grèce parmi les pays émergents.

Cette annonce pour le moins spectaculaire est en réalité presque anecdotique. L'indice en question ne sert en effet pas à classer des économies ou des pays en fonction de leur niveau de développement, mais... des marchés boursiers. Ce que la banque Morgan Stanley sanctionne en « dégradant la Grèce », ce n'est pas la sixième année consécutive de récession que

(suite page 3)



les Grecs deviennent émergents

## L'association ATTAC fête ses 15 ans

### Le bal de la finance n'a pas éteint ses lumières

En décembre 1997, dans un édito du *Monde Diplomatique*, intitulé « Désarmons les marchés<sup>1</sup> ». Ignacio Ramonet, alors directeur du journal, appelait à la création d'une vaste mobilisation citoyenne pour s'opposer aux marchés et à la finance globalisée. Un an après se mettait en place l'association ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne.

Attac est ainsi née de l'initiative d'associations et d'individus, dont les buts étaient de promouvoir des

actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie. L'association se revendique comme un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, considérant que le premier outil pour changer le monde est le savoir des citoyens. Le slogan phare : « un autre monde est possible. » En 2013, Attac est présente dans une quarantaine de pays, et en France compte près de 10 000 membres et plus de 150 comités locaux.

(suite page 5)



## En avant la Mujica !

Comme une bonne partie de l'Amérique du sud, l'Uruguay est passée dans le camp de la gauche après avoir connu la dictature puis la domination de partis de droite néo-libéraux et réactionnaires. Mais de quelle gauche s'agit-il ? Une gauche bolivarienne à la Chavez ou sociale-démocrate à la Lula ?

C'était en 2005, le Frente Amplio (le front large), une coalition allant des communistes aux chrétiens-démocrates, remportait une victoire historique. C'était la toute première fois dans l'histoire de l'Uruguay que la gauche arrivait à mettre fin au duopole constitué par les partis des droite, les « Blancos » (conservateurs) et les « Colorados » (libéraux). C'était déjà en soi un événement. Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée là : comme dans tous les autres pays d'Amérique du sud où la gauche s'est imposée, elle a été réélue facilement cinq ans plus tard.

Cela fait maintenant huit ans que le Frente Amplio gouverne et le bilan sur le plan économique et social est satisfaisant : l'inflation et les inégalités sociales ont diminué et la croissance est là. A tel point que le pays a été cité en exemple par le FMI pour sa bonne gestion de la dette publique, ce qui n'est généralement pas très bon signe pour un gouvernement de gauche. L'élection à la présidence en 2010 de « Pepe » Mujica, un ancien guérillero Tupamaro<sup>1</sup>, aurait du en principe calmer l'enthousiasme des experts. Mais il n'en est rien. Le correspondant du *New York Times* ne tarit pas d'éloges sur le grand homme, comme chez nous, le *Figaro*, le *Monde* ou *Courrier International*, tandis que les agences de notation relèvent la note de l'Uruguay, définitivement « business-friendly », contrairement au Venezuela.

En fait la gauche uruguayenne constitue une sorte de compromis réussi entre les deux grandes tendances de la gauche sud-américaine : le radicalisme de Chavez et le pragmatisme de Lula. Coté pile : un président qui ne porte pas de cravates, n'habite pas dans son palais, reverse la plus grande partie de son salaire et a conservé son franc-parler, même quand il s'agit de

s'adresser aux USA. Coté face : une gestion prudente sans nationalisations spectaculaires, déficits abyssaux ou protectionnisme marqué. La stratégie économique est assez semblable à celle mise en place par Lula : augmenter progressivement les dépenses consacrées à l'éducation, à la santé, à l'écologie ou au social tout en restant dans un cadre économique libéral.

Dans ce capitalisme à visage humain – voire bonhomme quand on écoute les discours du président Mujica, qui n'est pas du genre à se prendre pour un technocrate<sup>2</sup> – il y a néanmoins des transformations spectaculaires. En l'espace de trois ans, l'Uruguay a légalisé l'avortement et le mariage homosexuel et s'appête à autoriser le commerce du cannabis (qui deviendrait un monopole d'Etat). D'autres mesures, moins voyantes, comme l'indexation obligatoire des salaires sur l'évolution du prix des produits alimentaires, ont sans doute beaucoup fait pour réduire les inégalités dans un pays où l'inflation est généralement à deux chiffres. Si Mujica est sans doute au fond plutôt un social-démocrate qu'un nouveau Che Guevara, la gauche qu'il représente a l'avantage d'être vraiment progressiste.

### Alex

1 - Les Tupamaros sont un mouvement politique révolutionnaire qui a pratiqué la lutte armée du milieu des années 1960 à la fin des années 1980. Sorti de la clandestinité et devenu pacifique, il est l'une des composantes les plus importantes de la gauche coalisée sous le nom de Mouvement de participation populaire.

2 - A titre d'exemple, son (joli) discours aux Nations-Unies, où il affirme son refus d'une civilisation qui ne « laisse pas le temps de vivre les relations humaines, l'amour, l'amitié, l'aventure, la solidarité, la famille ... »



## La Grèce n'émerge pas de la crise (suite de la Une)

connait le pays, mais l'effondrement de la bourse d'Athènes qui a perdu 85% de sa valeur depuis le début de la crise. Assez logiquement, ce qui intéresse d'abord les banquiers, ce sont les profits qui peuvent être réalisés en investissant dans les valeurs boursières grecques. Dans un marché qui s'est beaucoup rétréci et qui est devenu très instable, il y a aujourd'hui de la place pour des spéculateurs prêts à anticiper sur le redressement des entreprises grecques qui auront survécu à la crise. Gros risques, gros profits, c'est concrètement ce que veut dire « marché émergent » pour un financier.

Mais qu'en est-il du reste de l'économie grecque ? On a peine à imaginer le cataclysme qu'elle traverse. Entre 2008 et 2012, le PIB de la Grèce a perdu 27% de sa valeur. Le chômage est passé dans le même temps de 8 à 27% de la population active. Les salaires ont été diminués massivement, à commencer par le salaire minimum, réduit autoritairement de 22% en 2011. Les pensions de retraite et toutes les autres prestations sociales ont subi à peu près le même sort, appauvrissant

massivement les classes moyennes et populaires.

Pour autant, la Grèce n'est pas encore un pays sous-développé. Alors que le PIB par habitant est de 22 000\$ par an en Grèce, il n'est que de 10 600\$ en Turquie, un pays émergent typique. Mais au rythme actuel de « croissance » des deux pays, il suffirait de moins de dix ans pour qu'ils se retrouvent au même niveau. Or rien ne permet d'affirmer que la dépression grecque va prendre fin prochainement. Dans la logique libérale actuelle et dans le cadre de l'euro, le seul moyen pour un pays comme la Grèce de retrouver de la croissance consiste à continuer de diminuer le coût du travail en réduisant les salaires, les prestations sociales et le coût du secteur public. Il s'agit d'accepter volontairement d'aller dans la voie du sous-développement. A ce jeu-là, celui de la déflation compétitive, il n'est pas impossible que la Grèce se retrouve un jour réellement dans le club des pays émergents, suffisamment pauvre pour qu'on puisse lui promettre un bel avenir.

Alex

**On prend les  
mêmes  
et on  
recommence**





# La Commission confie le poulailler aux renards

Qui demanderait à des spéculateurs d'organiser la régulation de la finance ? A des compagnies pétrolières de définir la politique de lutte contre le réchauffement climatique ? Aux limonadiers d'oeuvrer contre l'alcoolisme ? La Commission européenne. Dans une récente publication<sup>1</sup>, ALTER-EU, collectif de 200 organisations<sup>2</sup>, a montré le poids des grandes entreprises dans les groupes d'experts sur lesquels s'appuie la Commission, et ce malgré les engagements pris en septembre 2012.

Dans les domaines sur lesquels elle manque d'expertise, la Commission sollicite l'avis de « groupes d'experts », censés représenter les acteurs du domaine. En réalité, ces experts défendent surtout les intérêts des grandes entreprises, tandis que les PME, les syndicats, les ONG et les associations de consommateurs sont sous-représentés. C'est pour cette raison qu'en novembre 2011 puis en mars 2012, le Parlement européen avait gelé le budget de ces groupes. En septembre 2012, le budget a été dégelé en contrepartie de quatre engagements de la Commission : pas de domination des grandes firmes dans les groupes ; pas de lobbyistes siégeant « à titre personnel » ; appels à candidature ouverts pour la création des nouveaux groupes ; transparence du travail des groupes. Qu'en est-il un an plus tard ? ALTER-EU a analysé les 38 groupes créés depuis le dégel du budget.

La domination des grandes entreprises est toujours aussi forte, avec 52 % des experts non-gouvernementaux nommés depuis septembre 2012. Leur poids atteint 80 % dans les groupes de la Direction Générale (DG) Fiscalité et Union douanière. C'est ainsi que la politique européenne de lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux est conseillée par des experts en évasion fiscale. Le nouveau groupe « CAR 2020 », chargé notamment de réfléchir sur les impacts environnementaux de l'automobile du futur, compte 16 représentants de l'industrie automobile sur 20 experts non-gouvernementaux. Le groupe sur les marchés dérivés agricoles compte 0 % de représentants d'ONG, 6 % d'agriculteurs et 94 % de représentants de l'agrobusiness, qui auront sûrement à cœur de lutter contre la spécu-

lation alimentaire et ses effets catastrophiques sur l'agriculture et les prix alimentaires.

Certains membres des groupes d'experts siègent « à titre personnel », c'est-à-dire pour leur expertise personnelle d'un sujet. En réalité, parmi les experts enregistrés dans cette catégorie, plus de la moitié sont liés à des intérêts corporatistes (contre 40 % d'universitaires indépendants). Sur les 28 experts « indépendants » de la DG Fiscalité et Union douanière, 26 ont des conflits d'intérêts : salariés des firmes, conseillers en « optimisation fiscale », salariés de cabinets d'avocats d'affaires, universitaires arrondissant leurs fins de mois par quelques conseils fiscaux...

Contrairement au troisième engagement de la Commission, 60 % des nouveaux groupes ont été créés sans appel à candidature. Pour le groupe sur le Fonds de remboursement de la dette et les bons du trésor européens, la commission a jugé « non approprié » de faire un appel ouvert, « compte-tenu de la complexité et de la nature globale des sujets à analyser, ainsi que de leur importance pour l'avenir de l'union économique et monétaire ». Finalement, sur 10 membres non-gouvernementaux, 8 représentent des intérêts corporatistes<sup>3</sup>, notamment bancaires.

L'engagement de transparence sur les groupes d'experts est loin d'être rempli : seulement 17 % des organisations représentant des intérêts corporatistes sont déclarées comme tel, tandis que 66 % sont déclarées comme « associations ». Un lobby pro-business très offensif, la Table ronde des industriels européens (EBRT) a même

(suite page 7)



## L'association ATTAC fête ses 15 ans (suite la Une)

La grande réussite de l'association est d'avoir permis de faire connaître le fonctionnement de l'OMC du FMI, et de la banque mondiale, organisations non démocratiques qui influent fortement sur le destin de certains pays par des contraintes proches du chantage<sup>2</sup>. Son autre succès est d'avoir popularisé l'idée de taxation des transactions financières et celle d'interdire les paradis fiscaux. De façon plus générale, Attac a permis de familiariser le grand public avec une économie de plus en plus complexe et mondialisée, comme les subprimes ou les produits dérivés.

Ces idées sont aussi parvenues à passer dans le discours des hommes politiques. On se rappelle le fameux « *les paradis fiscaux, c'est fini* » de Nicolas Sarkozy, en septembre 2009, pour valoriser l'engagement du G20 à lutter contre l'opacité de ces territoires à la fiscalité faible ou nulle, fondés sur le secret bancaire. Ou encore François Hollande en janvier 2012, alors candidat à la présidence : « *Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. ...* ».

Malheureusement, il ne s'agit que de discours. Après la crise engendrée par les subprimes, la spéculation s'est engagée dans la dette des pays, avec des agences de notation en plein conflit d'intérêt (rappelons que les subprimes étaient notées AAA). Et le peuple grec en paie lourdement le prix. La banque Dexia a fait s'envoler les crédits des organismes publics et des municipalités...

### Et le bilan d'Hollande ?

Les propositions de F. Hollande en matière de lutte contre la finance sont rassemblées dans son programme. On peut notamment lire dans la proposition 7 qu'il prévoit de « *séparer les activités des banques qui sont utiles à l'investissement et à l'emploi de leurs opérations spéculatives* » et d'interdire aux « *banques françaises d'exercer dans les paradis fiscaux* », de mettre fin « *aux produits financiers toxiques qui enrichissent les spéculateurs et menacent l'économie* », de taxer « *les bénéfices des banques en aug-*



mentant leur imposition de 15 % » et même de proposer « *la création d'une taxe sur toutes les transactions financières.* »

Concernant la spéculation des banques : cette mesure a été repoussée à plusieurs reprises et le projet de loi sur la réforme bancaire présenté le 19 décembre 2012 est une version édulcorée dans lequel l'idée d'une séparation stricte des activités spéculatives est écartée. Aucune mesure concernant les paradis fiscaux, ni sur les produits financiers toxiques ou les stock-options. La taxation des bénéficiés des banques est aux oubliettes. Il a fallu l'affaire Cahuzac et le scandale de la banque Suisse UBS pour enfin commencer à combattre l'évasion fiscale. Reste un petit espoir sur la taxation des transactions financières après un feu vert de l'Union Européenne... à voir en 2014.

Les inégalités s'accroissent de plus en plus et le nombre de millionnaires progresse d'année en année. La « *pompe à phénance*<sup>3</sup> » marche toujours à plein régime malgré la crise. Le combat d'ATTAC est plus que jamais d'actualité.

### Bo. F.

1 - Extrait : « *La mondialisation du capital financier est en train de mettre les peuples en état d'insécurité généralisée. (...) Le désarmement du pouvoir financier doit devenir un chantier civique majeur si l'on veut éviter que le monde du siècle à venir ne se transforme en une jungle où les prédateurs feront la loi* »

2 - Ce qu'on appelle programme d'ajustement structurel.

3 - Voir « *Ubu Roi* » d'Alfred Jarry



# Le développement marchandé à Bali

Du 6 au 9 décembre se tient à Bali la 9ème réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Née en 1994, l'OMC organise le libre-échange des biens et des services sur la base de plusieurs accords multilatéraux, d'inspiration très néo-libérale. Nous avons interrogé Frédéric Viale, militant ATTAC spécialiste des questions de libre-échange, sur les enjeux du sommet de Bali.

**L**e PIAF : L'OMC avait été sous les feux médiatiques en 1999, lors du sommet de Seattle, où elle était apparue comme l'un des acteurs majeurs de la mondialisation. Pourquoi n'en entend-on presque plus parler depuis quelques années ?

**Frédéric Viale** : Parce qu'elle bloque. Les négociations sont au point mort. D'autre part, il y a des menaces beaucoup plus fortes qui viennent de traités de libre-échange régionaux et bilatéraux qui se sont développés partout. Par exemple, les accords Europe-Canada et Europe-Etats-Unis risquent d'avoir des conséquences plus directes pour les populations.

**P** : Alors pourquoi s'intéresser encore à l'OMC ?

**FV** : Parce que l'OMC reste un cadre de référence. En particulier, son Organe de règlement des différends (ORD) crée une jurisprudence pour le commerce international. Lorsqu'un Etat porte plainte contre un autre Etat auprès de l'ORD, la condamnation éventuelle constitue une référence pour les autres accords de commerce.

**P** : Quels sont les sujets et les enjeux de la réunion de Bali ?

**FV** : Un des sujets est poussé par les pays développés : la « facilitation du commerce », c'est-à-dire la réduction des droits de douane et des formalités douanières. Deux autres sujets, l'agriculture et les questions



*l'OMC se réunit à Bali*

de développement, sont portés par les pays en développement. L'enjeu est de savoir s'il va y avoir des avancées pour ces pays sur ces deux sujets, en échange de concessions aux pays développés sur la facilitation du commerce.

Cette question de facilitation du commerce est traitée en même temps que celle du « traitement spécial et différencié » (TSD), à savoir de combien de temps et de quelle latitude disposeront les pays les moins développés pour lever leurs barrières douanières. Jusqu'alors, l'OMC imposait à tous les pays les mêmes règles de concurrence internationale quelle que soit leur situation. Aujourd'hui, l'enjeu est que l'OMC reconnaisse à ces pays le droit d'adapter ses règles à leur situation particulière. Cet enjeu est à la fois considérable, tant il rompt avec l'histoire de l'OMC, et minuscule, tant ce droit nous semble évident.

**P** : Quelles sont les propositions pour l'agriculture ?



## Le développement marchandé à Bali (suite de la page 6)

**FV** : Un groupe de 46 pays propose d'autoriser la constitution de stocks alimentaires et les prix administrés [fixés par l'Etat], contrairement aux règles actuelles de l'OMC (car c'est une « distorsion de concurrence »). La situation alimentaire est toujours fragile dans certains pays et ces mesures éviteraient de nouvelles émeutes de la faim. Il y aura un marchandage : ces propositions contre la « facilitation du commerce ».

**P** : Face à tous ces enjeux, quelle est la mobilisation ?

**FV** : Les grands réseaux altermondialistes habituels sont actifs en permanence et déjà mobilisés. A cela s'ajoutent les réseaux locaux, notamment un assez puissant qui va mobiliser autour des questions de justice

économique, d'agriculture et de développement, d'autant plus que l'Indonésie est un pays agricole et peu développé. Mais ces questions de libre-échange ne sont pas des préoccupations majeures des grands médias.

### Propos recueillis par Folubert Sansonnet

Pour écouter l'interview complète sur Fréquence Paris Plurielle : [www.modes-d-emploi.net](http://www.modes-d-emploi.net)

Pour plus d'informations sur la mobilisation internationale : [www.ourworldisnotforsale.org](http://www.ourworldisnotforsale.org)

## La Commission confie le poulailler aux renards

(suite de la page 3)

été déclaré comme « ONG », tandis que le non moins influent BusinessEurope apparaît comme « syndicat » !

Les députés européens se sont bien fait rouler par la Commission, qui continue de penser que ce qui est bon pour big-business est bon pour les citoyens. On pourrait en rire, si ce n'était la politique de l'Union qui se jouait là.

### Folubert Sansonnet

- 1 - « A Year of Broken Promises: Big business still put in charge of EU Expert Groups, despite commitment to reform », rapport disponible sur [www.alter-eu.org](http://www.alter-eu.org)
- 2 - En France, il y a notamment ATTAC, les Amis de la Terre, Action Consommation, la Fondation France Liberté... Voir la liste sur [www.alter-eu.org/about/signatories](http://www.alter-eu.org/about/signatories)
- 3 - tout en étant éventuellement enregistrés comme experts indépendants

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes :

# Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus

Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

2&4 boulevard Ornano

75018 Paris - France

[contact@le-piaf.org](mailto:contact@le-piaf.org)

[www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Directeur de la publication

du numéro 68 : Alex Dauphin

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Oliver

Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux,

Robert Moisneau.



## Quelle stratégie pour le Front de Gauche aux municipales : catenaccio ou football champagne ?

En 1945, Etienne Fajon, député et membre du comité central du Parti Communiste, mettait en garde ses camarades contre le « crétinisme municipal », la tentation de croire que le fait d'être élu d'une ville donne effectivement les moyens de changer la société. Jean-Luc Mélenchon, après l'accord passé entre les communistes et les socialistes à Paris pour les prochaines municipales, pourrait reprendre à son compte cette expression. Comment croire, en effet, que le Front de Gauche ou même le PC pourraient sortir renforcés d'une alliance avec un parti qui prône l'austérité et qui « réforme » le service public, les retraites ou le droit du travail avec autant d'ardeur que la droite ? L'accord permettra aux communistes de passer de 8 à 13 conseillers de Paris et de sauvegarder un siège de sénateur. Leur donnera-t-il pour autant plus de moyens de peser plus efficacement sur la politique menée à Paris par la majorité socialiste ? A l'évidence, les militants communistes parisiens ont fait une erreur en ratifiant cet accord.

### Catenaccio ?

Pour autant, il ne faudrait pas faire du cas parisien une généralité. Les communistes ont quelques raisons de ne pas accepter l'exigence de Mélenchon et du Parti de Gauche de listes autonomes aux municipales. Dans certaines villes, aller aux municipales en refusant une liste commune avec le PS serait tout simplement suicidaire pour les élus communistes. En faire un principe dans toutes les villes de plus de 20 000 habitants comme l'exige le PG, reviendrait tout simplement pour le PC à bazarder un élément fondamental de son identité depuis les années 1930 : le « communisme municipal » (la contrepartie positive du « crétinisme municipal »). L'importance de ces fiefs pour le PC les a amené à adopter progressivement une

stratégie électorale très défensive qui pourrait s'apparenter au « catenaccio », fréquemment employé par les équipes de foot italiennes. Cela consiste à jouer en défense, en laissant la balle à l'adversaire, en espérant qu'une ouverture se présente pour aller marquer. C'est précisément à ce « catenaccio » que Mélenchon demande aux communistes de renoncer.

### ou football champagne ?

La stratégie prônée par le PG et Mélenchon s'apparenterait, elle, plus à du « football champagne » : multiplier les attaques au risque d'être pris à revers par un adversaire plus fort ou plus adroit. Cette attitude qui a le mérite du panache expose souvent à de cruelles déconvenues. En l'occurrence, les possibles déconvenues seraient essentiellement pour les communistes, compte tenu du faible nombre de sortants PG. Sachant pertinemment quelle importance vitale a pour le PC la sauvegarde des villes qu'il dirige, la vraie prise de risque de Mélenchon consiste à menacer de mettre fin au Front de Gauche si le PC n'adopte pas partout des listes autonomes aux municipales. Il s'agit d'un véritable passage en force où il se pose en patron du Front de Gauche, en dépit du fait que son parti a près de huit fois moins de militants et d'élus que le PC. Pour continuer dans la métaphore footballistique, s'il est entendu que Mélenchon, « l'avant-centre », est de loin le meilleur joueur de l'équipe du Front de Gauche, il serait bon que la stratégie adoptée ne soit pas faite uniquement en fonction des intérêts de la star de l'équipe et qu'elle soit équilibrée, à la fois efficace défensivement et offensivement. Le Front de Gauche n'a rien à gagner à perdre les derniers bastions communistes aux prochaines municipales.

Alex





# La petite fille invisible

**Avez-vous vu cette photo d'une petite fille blonde dans un campement rom en Grèce ? Les médias l'ont fait entrer dans toutes les maisons grecques ce mois d'octobre. La petite fille aurait-elle été enlevée pour être emmenée de force dans un campement insalubre ? Non, il lui est arrivé quelque chose bien plus grave... elle est devenue invisible.**

La peur des enlèvements d'enfants avait tout d'abord fait la une des journaux. La montée du racisme en Grèce, comme dans toute l'Europe, a également contribué à placer ce fait divers sordide devant le débat économique sur l'austérité qui occupe les pensées dans le sud de l'Europe. La fillette était élevée comme sont élevés beaucoup d'enfants roms : dans des camps insalubres, sans trop d'école ni de repas copieux. A cause de sa blondeur, le sort de cette petite fille-là a ému tout un pays, alors que celui des autres enfants de cette famille, comme celui de beaucoup d'enfants roms, n'interpelle même plus le passant. Diverses associations se sont alors proposées pour la recueillir, voulant la retirer à ses parents adoptifs, avant même que son identité n'ait été mis à jour.

Il s'est finalement avéré que la petite fille n'avait pas véritablement été enlevée. Ses parents, d'origine bulgare, l'avait laissée en Grèce en rentrant en Bulgarie. Ses Thénardiens adoptifs l'avaient alors déclarée comme leur enfant, pour toucher des allocations pour famille nombreuse. On pourrait alors être heureux de l'élan populaire pour sauver cette petite fille de la misère !

Oui mais voilà... la petite fille est rom. Il existe en Bulgarie des Roms blonds et ses parents bulgares sont roms. En redevenant rom, la fillette est redevenue invisible.

L'intérêt du public pour son cas s'est rapidement atténué. Il s'agissait d'un enlèvement d'enfants « entre Roms », d'une enfance malheureuse « de Roms », d'une malnutrition « d'enfants roms » illettrés.

Comme le dit Zeljko Jovanovic<sup>1</sup>, lui même d'origine tzigane et défenseur des droits des Roms, « *elle aura une espérance de vie en moyenne inférieure de dix ans à celle de la majorité de la population à cause de la faim et de la malnutrition, de conditions de logement sordides et de soins médicaux insuffisants.* »

Ce fait divers a été rendu possible par le non-recensement officiel des Roms en Europe. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de certificat de naissance, les familles refusant de déclarer les naissances par peur ou manque d'argent<sup>2</sup>. Sans identité, les Roms ne sont pas protégés par la loi, n'ont pas accès aux soins médicaux ou à l'école. Ils sont alors victimes, comme la fillette blonde, de trafics d'êtres humains. En Hongrie, la population rom a ainsi dernièrement été réévaluée de 190 000 à plus de 300 000 et, en Serbie, le recensement 2012 répertoriait 150 000 Roms alors que le chiffre véritable est plus proche de 400 000. Inversement, beaucoup de pays découragent les Roms à obtenir une identité pour ne pas leur accorder de droits. Les 12 millions de Roms d'Europe sont toujours invisibles... sous nos yeux.

## G.K.W. VanDenParaboum

1 - « *Maria est rom, elle va donc redevenir invisible* », de Zeljko Jovanovic, *Courrier International* du 30 octobre 2013

2- Certains pays faisant payer les certificats de naissance à prix élevé



# Irresponsabilité sociale et environnementale

Le 7 décembre dernier le comité de soutien aux Fralib a appelé au boycott des marques de la multinationale Unilever, en soutien aux salariés de Fralib, qui luttent depuis 3 ans pour le maintien de l'outil industriel et des emplois.

**R**appel des faits : en septembre 2010, Unilever décide de fermer l'usine Fralib à Géménos qui emploie 182 personnes, et qui était la seule en France à fabriquer les thés Lipton et les infusions L'Eléphant. Les salariés de Fralib voudraient relancer leur activité avec un projet de coopérative s'appuyant sur des productions locales, et en reprenant la marque L'Elephant, installée depuis 118 ans en Provence. Ils demandent donc à Unilever de céder le nom de marque « Eléphant » et d'assurer un certain volume de commandes pendant la période de démarrage de l'entreprise. Mais la direction de l'entreprise rejette cette proposition qui, selon elle, « *nie les réalités économiques* » et ne représente « *aucune alternative sérieuse à la fermeture* ».

3 ans plus tard, le combat des Fralib continue... Unilever a fait 51 milliards de chiffre d'affaires et 5 milliards de profits nets en 2012, et « volé » 60 millions d'euros par an au fisc français grâce à son expertise en matière de dumping fiscal, tout en supprimant un tiers de ses emplois sur le territoire en 10 ans... Financer un plan de relance de l'activité, en rognant un peu sur les 13,7 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires ces 7 dernières années, ne semble pas si difficile...

Mais à quoi bon faire des efforts quand en plus son irresponsabilité est récompensée ? En 2011 Unilever a ainsi reçu le prix FIR-Vigeo des mains de Nicolas Notat en récompense de son engagement en matière de gouvernance responsable. La gouvernance... « *l'ensemble des organes et règles de décision, d'information (transparence) et de surveillance permettant aux ayants droit et partenaires d'une institution, de voir leurs intérêts respectés et leurs voix entendues dans le fonctionnement de celle-ci...* », selon

Wikipédia. On imagine combien les salariés de Fralib ont le sentiment d'être dans un groupe qui « *respecte leurs intérêts* » et « *entend leurs voix* »...

En 2011 encore Unilever a emporté le Grand Prix des International Green Awards de Londres... On se souvient pourtant de la polémique des tests sur animaux, pratiqués par le groupe pour montrer les effets bénéfiques sur la santé des thés Lipton... On sait aussi que à part dans les pays où le phosphate a été totalement interdit dans les lessives<sup>1</sup>, Unilever continue à l'utiliser dans ses produits OMO et Skip en Amérique Latine malgré les dommages écologiques qu'il entraîne.

Encore pire : Paul Polman, le PDG du groupe, a été nommé membre d'un panel de réflexion aux Nations-Unies pour réfléchir au développement durable de la planète. Peut-être faudrait-il commencer par lui préciser que le « développement durable » n'est pas le « développement durable du commerce international » : il ne s'agit pas, comme le fait Unilever aujourd'hui, d'acheter le tilleul en Amérique latine, le faire venir en Allemagne, où il parcourt ensuite 600 kilomètres pour être coupé, avant de repartir par camion à Katowice en Pologne pour être conditionné. Et de Katowice, il arrive en France pour être vendu au consommateur. Non, le développement durable appliqué au thé, ce serait plutôt : acheter le tilleul à proximité de l'usine, pour le travailler, le couper et le conditionner sur place, puis le vendre aux consommateurs français... Tiens, c'est justement le projet des salariés de Fralib... C'est à rien n'y comprendre.

**Magali**

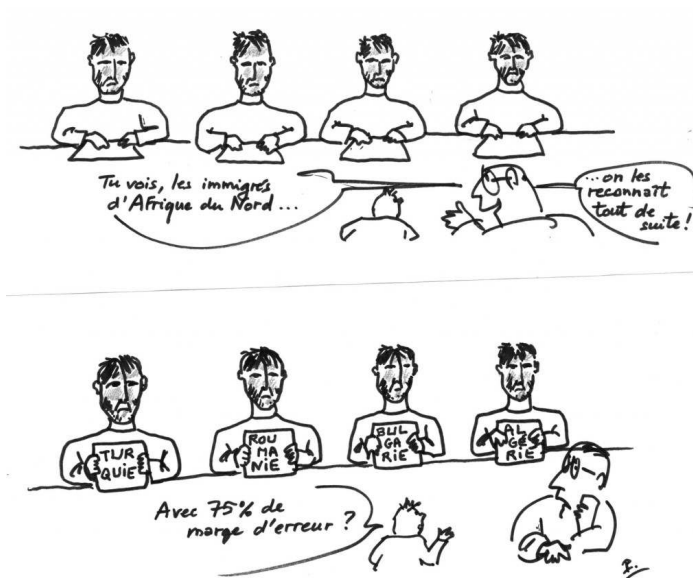
1 - Comme en France depuis 2007.



# Sondage

quels sondages et quels sondeurs  
 peuvent dire à cette heure  
 pour quelle crotte les bousiers votent ?  
 artistes coprophages qui modelent en boulettes  
 squatteurs patentés qui nichent dans les bouses  
 fidèles adeptes du goût exclusif ou  
 versatiles qui varient les râteliers  
 nouveaux colons des vastes pâturages  
 importés à prix d'or pour sauver les hectares  
 qu'on bousille  
 vous les sondés fécaux vers qui vont vos suffrages ?  
 portez-vous vos élans vers la bouse des caribous ?  
 goûtez-vous celle du cougar  
 du chimpanzé  
 du tigre de l'homme du cochon ?  
 éprouvez-vous une prédilection pour les charognes ?  
 si selon certains sondages il s'avère  
 que l'homme bénéficie des faveurs de la majorité  
 - âprement disputées au chimpanzé -  
 si l'excrément humain se révèle le mieux coté en bouse  
 faudra-t-il pour vous appâter  
 ô bousiers du salut  
 tayloriser la production fécale afin d'accélérer les cadences à la chaîne  
 et assurer la production intense  
 de vos mets favoris ?

Patrick (inspiré par le blog de P.Barthélémy, journaliste ; merci à lui !)





PIAF N°68 - Novembre-Décembre 2013

Le Piaf vous demande de l'excuser de ne pas avoir imprimé le numéro 67 parce que l'on ne fait pas toujours ce qu'on veut dans la vie... hélas.



Tous les numéros du Piaf sont sur le site [www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

[ Agenda ]

**La Dette.** Documentaire de Nicolas Ubelmann et Sophie Mitrani. Projection débat le dimanche 15 décembre à 16h avec Daniel Rome, membre du CA Attac France, au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier. Et le mardi 17 décembre à 19h30 : Dominique Plihon, porte-parole d'ATTAC France. A la Librairie des Orgues, 108 avenue de Flandre, Paris

**Monde du travail, une précarisation programmée ?** Café politique avec Merlène Benquet, sociologue, auteur de « Encaisser ! enquête en immersion dans la grand distribution », Yves Sinagaglia, inspecteur du travail, et Aurianne Cothenet, juriste du travail. Jeudi 19 décembre, 19h, café de la piscine, 86 rue jonquière Paris

**Le Parti Pirate honore les lanceurs d'alerte.** Cet événement marquera le début de la campagne

municipale à Paris pour le Parti pirate. Samedi 21 décembre à 15h, Place de la République. [idf.partipirate.org](http://idf.partipirate.org)

**Poste Stressante.** Débat en présence de l'auteur, Sébastien Fontenelle et de Régis Blanchot, SUD-PTT Mercredi 8 janvier 20h au CICP, 21 ter rue Voltaire Paris. [www.librairie-quilombo.org](http://www.librairie-quilombo.org)

**Rencontre croisée pour les vingt ans de l'insurrection zapatiste.** Rencontre-débat en présence de David Doillon, l'un des auteurs de Viva la social. Mercredi 15 janvier à 19h30 au CICP, 21 ter rue Voltaire, Paris [www.librairie-quilombo.org](http://www.librairie-quilombo.org)

**Fraude fiscale : 60 milliards qui manquent à la France.** Conférence-débat organisée par Attac Paris 15e, avec Vincent Drezet, secrétaire général de Solidaires Finances Publiques. Mardi 28 Janvier 20h, 17 rue l'Avre, Paris [www.local.attac.org/paris15](http://www.local.attac.org/paris15)

**Ca va chauffer.** Théâtre-forum avec la compagnie NAJE, pour voir et inventer ensemble des scénarios de Transition écologique, organisé par Attac, comités d'Île-de-France. Vendredi 24 Janvier, 19h30, Salle Jean Dame, Centre sportif Jean Dame, 17-25 rue Léopold Bellan, Paris.

[letohubohu.free.fr](http://letohubohu.free.fr)  
[www.demosphere.eu](http://www.demosphere.eu)  
[rezo.net/agenda](http://rezo.net/agenda)

[ Bulletin d'Abonnement ]

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.



Vous pouvez l'imprimer à partir du site [www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.

Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.



Les chèques sont à adresser à l'ordre de:  
Le Piaf  
Le Piaf - 2&4 bvd Ornano  
75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €

RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO

30 EX = 4,60 €  100 EX = 9 €

PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT

ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)

FAIRE UN DON

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

EMAIL .....